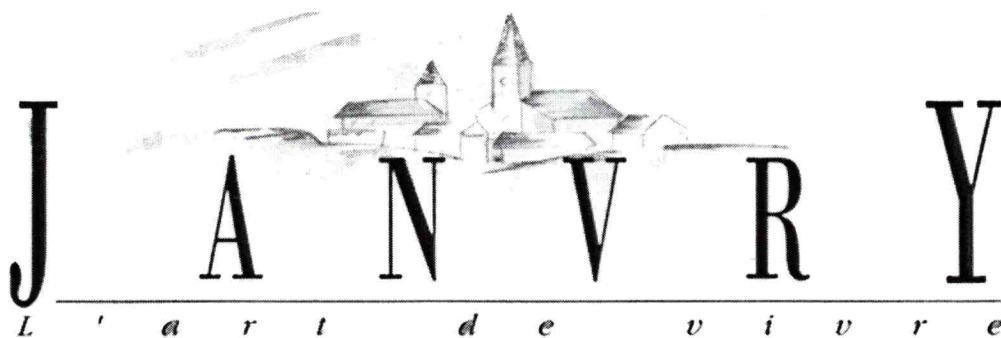


REPUBLIQUE
FRANCAISE

DEPARTEMENT
DE L'ESSONNE

ARRONDISSEMENT
DE PALAISEAU

CANTON DE
LIMOURS



TRIBUNAL JUDICIAIRE
Madame la Procureure
9, rue des Mazières
91012 EVRY CEDEX

Janvry, le 18 février 2021

Madame la Procureure,

Par délibération prise à l'unanimité par le Conseil Municipal de Janvry en date du 16 février 2021, je me permets de vous saisir au titre de l'article 40 du code pénal.

En effet, comme toute commune adhérente, nous avons été destinataires du rapport d'observations définitives de la Cour Régionale des Comptes concernant le SIREDOM pour les exercices 2015 et suivants.

Des élus ne sont ni policiers, ni magistrats, c'est pourquoi nous vous saisissons car la lecture de ce document, même sans être experts, témoigne clairement de graves manquements.

En tant qu'élus, nous sommes bien informés de ce que signifie « sincérité » budgétaire et son caractère sacré, le rapport sur ce point indique mot pour mot que l'insincérité a été voulue et organisée, de la même manière, point n'est besoin d'être grand clerc pour être simplement ahuri sur l'acquisition et ses conditions de l'entreprise Compost Sud Essonne.

Aux yeux des élus de la commune de Janvry, si des faits aussi graves sont relevés et visibles pour des personnes non expertes comme nous, il est fort à parier qu'ils ne sont pas les seuls, un silence de notre part vaudrait complicité et serait condamnable; c'est pourquoi nous vous saisissons, nous en remettant à l'action de la justice et à sa capacité à expliquer les raisons profondes d'un désastre financier que devront assumer les contribuables, comme il nous importe de comprendre pourquoi le contrôle de légalité et les services de l'état n'ont pas décelé la situation.

Vous comprendrez qu'aucun citoyen ne comprendrait une inaction de la part de l'ensemble de la chaîne des autorités.

Je vous prie de croire, Madame la Procureure, en l'expression de ma plus haute considération.



Christian SCHOETTL
Maire de Janvry
Chevalier de la légion d'honneur et des arts et lettres

PS : conformément à la loi, je vous transmets le rapport de la Cour Régionale des Comptes dont je ne doute pas que vous l'ayez à disposition